

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2969

[2011/205731]

**27 OCTOBRE 2011. — Décret relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Soutien à la création d'emploi par l'octroi d'un incitant financier***Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret s'applique sur le territoire de la Région wallonne, pour la partie de langue française.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> « Office » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

2<sup>o</sup> « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> « incitant » ou « incitant financier » : aide financière octroyée en vue de favoriser et soutenir la transition professionnelle vers le statut d'indépendant à titre principal.

**Art. 2.** Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, octroyer un incitant financier aux bénéficiaires visés à l'article 3, visant à favoriser et soutenir leur passage vers le statut d'indépendant à titre principal, dans le respect de la réglementation européenne et, en particulier, du Règlement CE n<sup>o</sup> 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides de minimis.

L'objectif de la mesure est de permettre l'accroissement du volume d'emploi existant par l'autocréation d'emploi, la libération de l'emploi occupé précédemment et, à terme, la création d'emplois supplémentaires lorsque l'activité professionnelle s'est développée.

*Section 2. — Bénéficiaires*

**Art. 3.** Peuvent, sous réserve des conditions du présent décret, bénéficier de l'incitant financier :

1<sup>o</sup> la personne qui est assujettie au statut social des travailleurs indépendants en vertu de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et qui répond de manière cumulative aux conditions suivantes :

a) être domiciliée en tant qu'indépendant ou avoir son siège social sur le territoire de la Région wallonne pour la partie de langue française;

b) être affiliée, en qualité d'indépendant à titre complémentaire, depuis au moins trois ans à une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants et être en ordre de cotisations;

c) exercer son activité indépendante à titre complémentaire et s'engager à poursuivre ou étendre cette activité;

d) ne plus bénéficier de revenus professionnels, d'allocations de chômage, d'allocations d'attente, de revenus d'intégration, de revenus de remplacement ou de l'aide sociale financière;

e) ne pas disposer de revenus annuels bruts issus de cette activité d'indépendant supérieurs au montant fixé par le Gouvernement qui se situe entre 20.000 euros et 30.000 euros; les aides publiques que l'indépendant aurait obtenues avant l'introduction de la demande d'incitant financier ne sont pas prises en compte dans la détermination du montant de ces revenus annuels;

2<sup>o</sup> la personne qui désire s'installer, pour la première fois, en tant qu'indépendant à titre principal et qui répond de manière cumulative aux conditions suivantes :

a) se domicilier en tant qu'indépendant ou avoir son siège social sur le territoire de la Région wallonne pour la partie de langue française;

b) produire, selon les modalités déterminées par le Gouvernement :

- soit un titre délivré par l'enseignement des Classes moyennes, d'une formation de « chef d'entreprise »; le Gouvernement peut établir d'autres titres de formation équivalente à celle de « chef d'entreprise », correspondant à un même niveau de certification en vertu de l'annexe II de la Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'apprentissage tout au long de la vie et, le cas échéant, du cadre de certification applicable sur le territoire wallon de langue française;

- soit une attestation de la finalisation d'un processus d'accompagnement auprès d'une structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi qui figure sur la liste établie par le Gouvernement; la structure d'accompagnement doit effectuer l'accompagnement, le conseil, le suivi et, le cas échéant, la mise en situation de demandeurs d'emploi ayant pour objectif le développement d'une activité économique en vue de créer leur propre emploi;

c) ne plus bénéficier de revenus professionnels, d'allocations de chômage, d'allocations d'attente, de revenus d'intégration, de revenus de remplacement ou de l'aide sociale financière.

Les bénéficiaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> doivent s'affilier, en qualité d'indépendant à titre principal, à une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants, au plus tard dans les trois mois à dater de la décision d'octroi visée à l'article 5, § 2. Les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, d), et 2<sup>o</sup>, a) et c), doivent être réalisées au plus tard dans les trois mois à dater de la décision d'octroi visée à l'article 5, § 2.

Le Gouvernement peut fixer le nombre d'heures minimum et le type de formation ou d'accompagnement requis pour les bénéficiaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

Le Gouvernement peut déterminer, pour tout ou partie des bénéficiaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les secteurs ou les publics jugés prioritaires au regard de la situation du marché de l'emploi, des résultats de l'évaluation visée à l'article 12 ou des recommandations du comité de sélection visé à l'article 7. Le Gouvernement les détermine d'office si les résultats de l'évaluation visée à l'article 12 réalisée après la troisième année de la mise en œuvre du décret concluent à un nombre conséquent de demandes empêchant la gestion adéquate de la présente mesure.

Le Gouvernement peut adapter les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour autant que cette adaptation soit fondée sur la base des résultats de l'évaluation visée à l'article 12 ou des recommandations du comité de sélection visé à l'article 7.

En dérogation à la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, relative à la première installation en tant qu'indépendant à titre principal, peut également solliciter l'incitant financier l'indépendant qui désire s'installer pour la seconde fois en tant qu'indépendant à titre principal pour autant que :

- un délai de deux ans minimum et de maximum cinq ans se soit écoulé entre la première et la seconde expérience d'indépendant à titre principal;

- il ait, au minimum, au cours de la dernière année précédant l'introduction de sa demande sollicitant l'incitant financier, entrepris des démarches ou mené des actions permettant de compléter ses compétences dans le secteur ou la branche d'activité dans laquelle il souhaite s'établir et/ou en termes de gestion. Ces démarches ou activités prennent la forme de formations certifiées ou d'une expérience professionnelle attestée. Le Gouvernement fixe le type et/ou la durée minimum des formations ou de l'expérience professionnelle requises.

**Art. 4.** Ne peut bénéficier de l'incitant financier, la personne qui :

1<sup>o</sup> a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal, pour corruption, telle que définie à l'article 246 du Code pénal, pour fraude au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002, pour blanchiment de capitaux, tel que défini à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

2<sup>o</sup> ne respecte pas les dispositions légales ou réglementaires fixant les conditions d'accès et d'exercice de la profession concernée et ne répond pas aux conditions fixées par la loi-cadre du 1<sup>er</sup> mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services;

3<sup>o</sup> a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour les infractions telles que définies aux articles 489, 489bis, 489ter, 489quinquies, 489sexies et 490bis du Code pénal, et qui n'est pas réhabilitée;

4<sup>o</sup> de manière frauduleuse, n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation qui lui est applicable.

L'Office peut s'adresser aux autorités compétentes belges ou étrangères pour obtenir les informations qu'il estime nécessaires.

### Section 3. — Modalités d'octroi

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur qui souhaite solliciter l'incitant financier doit introduire sa demande auprès de l'Office, selon les formes et modalités déterminées par le Gouvernement.

L'Office accuse réception de la demande, analyse le caractère complet de celle-ci et sa recevabilité au regard des conditions visées aux articles 2 à 4. L'Office instruit les dossiers pour le comité de sélection et lui remet, pour chaque demande, un avis technique.

§ 2. Le comité de sélection, tel que visé à l'article 7, est chargé d'examiner les demandes au regard des critères de sélection visés à l'article 6 et de rendre une proposition de classement motivée au Gouvernement selon les modalités qu'il détermine. Le Gouvernement décide de l'octroi ou du refus des demandes, en se référant à la proposition du comité de sélection. L'Office notifie la décision d'octroi ou de refus aux demandeurs concernés.

§ 3. Le Gouvernement détermine le contenu des demandes d'incitants financiers, ainsi que les procédures et modalités de leur réception, de leur caractère complet et de leur recevabilité. Il détermine les modalités procédurales relatives à la gestion et au traitement des demandes par l'Office et par le comité de sélection ainsi que les modalités de décision et de notification. Il fixe les délais relatifs à chacune des étapes de la procédure.

**Art. 6.** Les critères de sélection des dossiers sont :

1<sup>o</sup> pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, l'expérience ou la compétence professionnelle, appréciée notamment sur la base des résultats d'exploitation des deux années antérieures; pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, la pertinence de la formation au regard du projet professionnel envisagé et du potentiel du secteur d'activité concerné; pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 6, les réponses, apportées pour remédier aux motifs de la fin de l'activité en tant qu'indépendant à titre principal;

2<sup>o</sup> la faisabilité du projet et le caractère directement opérationnel de celui-ci, appréciés notamment sur la base d'éléments financiers probants et d'une évaluation de l'environnement socio-économique du projet;

3<sup>o</sup> l'existence d'un marché potentiel permettant la viabilité du projet;

4<sup>o</sup> le développement potentiel de l'activité envisagée;

5<sup>o</sup> l'adéquation des activités avec les politiques régionales menées par le Gouvernement, notamment au regard des métiers en pénurie ou des métiers émergents.

Parmi les dossiers sélectionnés, il est donné priorité aux secteurs ou publics jugés prioritaires par le Gouvernement en vertu de l'article 3, alinéa 4.

Le Gouvernement peut préciser les critères de sélection énumérés ci-dessus.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le comité de sélection se compose de :

- 1° un représentant du Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions, qui en assure la présidence;
- 2° un représentant de l'Office, qui en assure le secrétariat;
- 3° un représentant de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises;
- 4° un représentant du Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche, Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle;
- 5° un représentant du Service public de Wallonie, Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication, Département Budget et Comptabilité;
- 6° un représentant de l'Agence de Stimulation économique;
- 7° deux représentants issus d'organisations représentatives des entreprises et des indépendants.

§ 2. Les membres sont désignés par le Gouvernement et, pour les membres visés aux 2° à 7°, sur proposition des organismes qu'ils représentent, pour une durée de cinq ans renouvelable.

Le comité de sélection peut faire appel à un ou plusieurs experts extérieurs qui présentent une expérience utile au traitement des dossiers.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement du comité de sélection et approuve son règlement d'ordre intérieur.

#### *Section 4. — Liquidation de l'incitant financier*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement établit les modalités procédurales relatives à la liquidation, au versement et au contrôle de l'incitant financier.

§ 2. En cas de décision d'octroi de l'incitant financier, le montant global de l'incitant financier peut être de maximum 12.500 euros.

L'incitant financier est liquidé de manière dégressive et semestrielle dans le respect des conditions fixées aux §§ 3 à 5, sur une période de maximum deux ans.

§ 3. Après le versement forfaitaire de la première tranche de 4.200 euros, le bénéficiaire qui souhaite solliciter la deuxième tranche de 3.600 euros pour le second semestre, doit, dans le délai fixé par le Gouvernement, envoyer à l'Office :

- 1° l'attestation de son affiliation, en qualité d'indépendant à titre principal, à une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants et prouvant qu'il est en ordre de cotisations depuis les trois mois suivant la décision d'octroi du Gouvernement visée à l'article 5, § 2;
- 2° une déclaration sur l'honneur, dont la forme et le contenu sont établis par le Gouvernement, attestant au minimum :
  - qu'il respecte les conditions visées à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, c) et d), ou 2°, c), et alinéas 2 et 4;
  - qu'il ne se trouve pas dans une des hypothèses visées à l'article 4;
  - qu'il ne dispose pas de revenus annuels issus de l'activité d'indépendant supérieurs au montant fixé par le Gouvernement.

Après réception des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans le délai fixé par le Gouvernement, l'Office effectue, après analyse de ces documents, le versement de la deuxième tranche de l'incitant financier. A défaut de la réception de ceux-ci, la deuxième tranche de l'incitant financier n'est pas liquidée.

§ 4. Le bénéficiaire qui souhaite solliciter la troisième tranche de l'incitant financier de 2.700 euros doit, dans le délai fixé par le Gouvernement, adresser un rapport permettant de vérifier les éléments suivants :

- que le demandeur est toujours affilié en qualité d'indépendant à titre principal à une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants et qu'il est en ordre de cotisations;
- que l'activité professionnelle s'est réalisée et se développe de manière effective; pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ce développement doit se traduire par une augmentation effective du chiffre d'affaires définie selon les modalités fixées par le Gouvernement;
- et que les revenus de l'indépendant nécessitent une intervention financière publique.

Aussi, ce rapport contient au minimum :

- 1° l'attestation de son affiliation, en qualité d'indépendant à titre principal, à une caisse d'assurances sociales agréée pour travailleurs indépendants et prouvant qu'il est en ordre de cotisations depuis les trois mois suivant la décision d'octroi du Gouvernement visée à l'article 5, § 2, et tout document utile précisé par le Gouvernement attestant que le bénéficiaire est en conformité avec les législations et réglementations sociales, fiscales et commerciales qui lui sont applicables;
- 2° la description du contenu et du développement de l'activité telle que réalisée depuis la décision d'octroi visée à l'article 5, § 2;
- 3° la situation comptable relative à l'activité exercée en tant qu'indépendant à titre principal.

Le Gouvernement peut préciser le contenu et les modalités du rapport.

Après réception des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans le délai fixé par le Gouvernement, l'Office vérifie si l'ensemble des conditions fixées ci-dessus au § 4 est rencontré, et si tel est le cas, rend une appréciation positive du rapport. Dans le cas contraire, l'Office rend une appréciation négative.

En cas d'appréciation positive du rapport, l'Office effectue le versement de la troisième tranche de l'incitant financier.

A défaut de la réception des documents, la troisième tranche de l'incitant financier n'est pas liquidée.

En cas d'appréciation négative du rapport, l'Office envoie le dossier au comité de sélection qui prend un avis motivé sur l'octroi ou le refus du versement de la troisième tranche de l'incitant financier. Sur la base de l'avis conforme du comité de sélection, l'Office effectue ou non le versement de la troisième tranche de l'incitant financier.

§ 5. Le bénéficiaire qui souhaite solliciter la quatrième tranche de l'incitant financier de 2.000 euros, doit, dans le délai fixé par le Gouvernement, adresser à l'Office le rapport visé au § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et en actualiser les éléments constitutifs.

Après réception des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans le délai fixé par le Gouvernement, l'Office vérifie si l'ensemble des conditions fixées ci-dessus au § 4 est rencontré et, si tel est le cas, rend une appréciation positive sur le rapport. Dans le cas contraire, l'Office rend une appréciation négative.

En cas d'appréciation positive du rapport, l'Office effectue le versement de la quatrième tranche de l'incitant financier.

A défaut de la réception des documents, la quatrième tranche de l'incitant financier n'est pas liquidée.

En cas d'appréciation négative du rapport, l'Office envoie le dossier au comité de sélection qui prend un avis motivé sur l'octroi ou le refus du versement de la quatrième tranche de l'incitant financier. Sur la base de l'avis conforme du comité de sélection, l'Office effectue ou non le versement de la quatrième tranche de l'incitant financier.

La quatrième tranche de l'incitant financier peut être octroyée pour autant que le bénéficiaire ait sollicité et obtenu la troisième tranche visée au § 4.

§ 6. L'Office est l'organe chargé de la liquidation, du suivi budgétaire et de la récupération des versements indus.

Les montants des tranches, ainsi que le montant global de l'incitant financier peuvent être indexés, par le Gouvernement, selon l'indice des prix à la consommation mais cette indexation ne peut être supérieure au taux de croissance du crédit budgétaire de l'année en cours afférent à l'incitant visé à l'article 2.

§ 7. L'Office dresse un tableau de bord des décisions prises pour les différentes demandes d'incitants financiers et le transmet au comité de sélection. Le comité de sélection peut, sur la base de ce rapport, émettre des recommandations à l'Office sur la mise en œuvre et le suivi du dispositif.

#### Section 5. — Sanctions

**Art. 9.** Sans préjudice de l'article 8, §§ 4 et 5, le Gouvernement détermine les modalités procédurales relatives au refus de la liquidation du ou des versement(s) de l'incitant financier et au remboursement de tout ou partie de l'incitant financier et des frais y afférents, lorsque le bénéficiaire :

1° ne s'est pas affilié, en qualité d'indépendant à titre principal, à une caisse d'assurances sociales agréée pour les travailleurs indépendants dans les trois mois suivant la décision d'octroi du Gouvernement visée à l'article 5, § 2;

2° continue à bénéficier de revenus professionnels, d'allocations de chômage, d'allocations d'attente, de revenus d'intégration, de revenus de remplacement ou de l'aide sociale financière après la décision d'octroi du Gouvernement visée à l'article 5, § 2;

3° n'a pas informé l'Office de l'arrêt de l'activité d'indépendant à titre principal et sollicite parallèlement une tranche complémentaire de l'incitant financier;

4° a fourni volontairement des renseignements incorrects à l'Office ou au comité de sélection en vue de percevoir l'incitant financier;

5° se trouve dans une des hypothèses visées à l'article 4.

**Art. 10.** Le Gouvernement veille également au contrôle de la mise en application du présent décret, notamment en ce qui concerne le respect d'aides de minimis et l'obligation faite au bénéficiaire d'informer de toute intervention publique reçue dans une période de trois ans précédant et suivant la date d'octroi de l'incitant financier.

La surveillance et le contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

#### CHAPITRE II. — Soutien à la création d'emploi par le soutien à la formation

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. L'article 5, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, deuxième phrase, du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise, modifié par le décret du 22 novembre 2007, par le décret du 6 novembre 2008, par le décret du 10 décembre 2009 et par le décret du 22 juillet 2010, est complété comme suit :

« ou, dans le cadre du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, dans une aide dans l'élaboration d'un projet professionnel. »

§ 2. A l'article 5, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « Dans ce cas, le nombre maximum de chèques est limité à » sont remplacés par les mots qui suivent : « Le nombre maximum de chèques pour l'ensemble de ces formations individuelle-accompagnement est limité à ».

§ 3. A l'article 5, § 3, alinéa 3, du même décret, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « douze mois ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** L'Office procède tous les trois ans à une évaluation de la mise en œuvre du présent décret et communique les résultats au Gouvernement. Ce rapport d'évaluation doit porter notamment sur les effets de la mesure sur la création d'emplois et le caractère suffisant de la durée de l'expérience préalable de trois ans prévue à l'article 3, 1<sup>o</sup>, b), du présent décret. Le Gouvernement est habilité à définir les critères du rapport d'évaluation.

Lors des deux premières années de la mise en œuvre du décret, l'Office établit annuellement une évaluation de cette mise en œuvre, en portant une attention particulière au suivi des bénéficiaires.

**Art. 13.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 octobre 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2011-2012.*

*Documents du Parlement wallon*, 457 (2011-2012) N<sup>os</sup> 1 à 5.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 26 octobre 2011.

Discussion.

Votes.

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2969

[2011/205731]

**27 OKTOBER 2011. — Decreet betreffende steunverlening voor banencreatie  
via de bevordering van beroepsvergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Steunverlening voor banencreatie via de toekenning van een financiële incentive*

*Afdeling 1. — Algemeen*

**Artikel 1.** § 1. Dit decreet is van toepassing op het Franstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> « Dienst » : de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

2<sup>o</sup> « Regering » : de Regering van het Waalse Gewest;

3<sup>o</sup> « incentive » of « financiële incentive » : financiële hulp die verleend wordt om de beroepsvergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit te bevorderen en te steunen.

**Art. 2.** De Regering kan, onder de in dit decreet gestelde voorwaarden en binnen de perken van de begrotingskredieten, een financiële incentive verlenen aan de begunstigden bedoeld in artikel 3 om hun overgang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit te bevorderen en te steunen, met inachtneming van de Europese regelgeving en, meer bepaald, van Verordening EG nr. 1998/2006 van de Commissie, van 15 december 2006, betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de-minimissteun.

De maatregel moet het bestaande banenvolume helpen groeien door eigencreatie van banen, het vrijmaken van de vroeger beklede baan en, op termijn, de creatie van bijkomende banen wanneer de beroepsactiviteit zich ontwikkeld heeft.

*Afdeling 2. — Begunstigden*

**Art. 3.** Onder de in dit decreet gestelde voorwaarden kan de financiële incentive verleend worden aan :

1<sup>o</sup> de persoon die aan het sociaal statuut van de zelfstandige werknemers onderworpen is krachtens het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en die op cumulatieve wijze voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) als zelfstandige woonachtig zijn of zijn bedrijfszetel gevestigd hebben in het Franstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest;



b) in de hoedanigheid van zelfstandige als bijkomende activiteit sinds meer dan drie jaar aangesloten zijn bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers en de bijdragen betalen;

c) zijn zelfstandige activiteit als bijkomende activiteit uitoefenen en zich ertoe verbinden die activiteit voort te zetten of uit te breiden;

d) niet meer in aanmerking komen voor beroepsinkomens, werkloosheidsuitkeringen, wachttuitkeringen, leefloon, vervangingsinkomens of financiële sociale hulp;

e) de bruto jaarinkomens uit die activiteit van zelfstandige zijn niet hoger dan het door de Regering bepaalde bedrag, met name tussen 20.000 en 30.000 euro; de publieke tegemoetkomingen die de zelfstandige voor de indiening van de aanvraag om financiële incentives ontvangen zou hebben, worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van het bedrag van de jaarinkomens;

2° aan de persoon die zich voor het eerst in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit wenst te vestigen en die op cumulatieve wijze voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) als zelfstandige woonachtig zijn of zijn bedrijfszetel gevestigd hebben in het Franstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest;

b) volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten het volgende overleggen :

- hetzij een kwalificatie afgeleverd door het Middenstandsonderwijs na een opleiding « bedrijfshoofd »; de Regering kan voorzien in andere kwalificaties voor een opleiding die gelijkwaardig is aan die van « bedrijfshoofd », overeenstemmend met hetzelfde kwalificatieniveau krachtens bijlage II bij de Aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een leven lang leren en, desgevallend, het kwalificatiekader dat toepasselijk is in het Franstalige gedeelte van het Waalse grondgebied;

- hetzij een attest van de finalisatie van een begeleidingsproces bij een « structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi » (begeleidingsstructuur voor de creatie van een eigen baan) die voorkomt op de door de Regering opgemaakte lijst; de begeleidingsstructuur moet instaan voor de begeleiding, adviesverlening, opvolging en, desgevallend, de reële werksituatie van werkzoekenden die de ontwikkeling van een economische activiteit nastreven om hun eigen job te creëren;

d) niet meer in aanmerking komen voor beroepsinkomens, werkloosheidsuitkeringen, wachttuitkeringen, leefloon, vervangingsinkomens of financiële sociale hulp.

De begunstigden bedoeld in het eerste lid moeten zich in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit aansluiten bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, uiterlijk binnen drie maanden, te rekenen van de datum van de beslissing tot toekenning bedoeld in artikel 5, § 2. De voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 1°, d), en 2°, a) en c), moeten uiterlijk binnen drie maanden vervuld zijn, te rekenen van de datum van de beslissing tot toekenning bedoeld in artikel 5, § 2.

Het minimumaantal uren en het type opleiding of begeleiding vereist voor de begunstigden bedoeld in het eerste lid, 2°, kan door de Regering bepaald worden.

De Regering kan, voor het geheel of een gedeelte van de begunstigden bedoeld in het eerste lid, bepalen welke sectoren of doelgroepen prioritair geacht worden ten opzichte van de arbeidsmarktsituatie, de resultaten van de evaluatie bedoeld in artikel 12 of de aanbevelingen van het selectiecomité bedoeld in artikel 7. De Regering bepaalt ze ambtshalve als uit de resultaten van de in artikel 12 bedoelde evaluatie die na het derde jaar van toepassing van het decreet uitgevoerd wordt, blijkt dat een groot aantal aanvragen belet dat deze maatregel op de gepaste wijze beheerd wordt.

De Regering kan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden aanpassen voor zover de aanpassing berust op de resultaten van de evaluatie bedoeld in artikel 12 of op de aanbevelingen van het selectiecomité bedoeld in artikel 7.

In afwijking van de in het eerste lid, 2°, bedoelde voorwaarde betreffende de eerste vestiging in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit, kan de financiële incentive ook aangevraagd worden door de zelfstandige die zich voor de tweede keer in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit wenst te vestigen voor zover :

- een termijn van minimum twee en maximum vijf jaar verstreken is tussen de eerste en de tweede ervaring in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit;

- hij, op zijn minst, in de loop van het laatste jaar voor de indiening van zijn aanvraag om financiële incentives, stappen ondernomen of acties gevoerd heeft om zijn vaardigheden aan te vullen in de sector of in de bedrijfstak waarin hij zich wenst te vestigen en/of inzake beheer. Die stappen of activiteiten nemen de vorm aan van gecertificeerde opleidingen of van een bevestigde beroepservaring. De Regering bepaalt het type en/of de minimumduur van de vereiste opleidingen of beroepservaring.

**Art. 4.** De financiële incentive wordt niet verleend aan de persoon die :

1° bij een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan veroordeeld is voor deelname aan een criminele organisatie als bedoeld in artikel 324*bis* van het Strafwetboek, omkoping als bedoeld in artikel 246 van het Strafwetboek, fraude als bedoeld in artikel 1 van de overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Europese Gemeenschappen, goedgekeurd bij de wet van 17 februari 2002, witwassen van geld als bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme;

2° zich niet houdt aan de wettelijke of reglementaire bepalingen tot vastlegging van de voorwaarden voor de toegang tot en de uitoefening van bedoeld beroep en niet voldoet aan de voorwaarden gesteld bij de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen;

3° bij een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan veroordeeld is voor de overtredingen als bedoeld in de artikelen 489, 489*bis*, 489*ter*, 489*quinquies*, 489*sexies* en 490*bis* van het Strafwetboek en die niet gerehabiliteerd is;

4° op bedrieglijke wijze, niet voldoet aan zijn verplichtingen tot betaling van de socialezekerheidsbijdragen of aan zijn verplichtingen tot betaling van zijn belastingen en heffingen krachtens de wetgeving die op hem toepasselijk is.

De Dienst kan zich tot de bevoegde Belgische of buitenlandse autoriteiten wenden om informatie in te winnen die hij nodig acht.

*Afdeling 3. — Toekeningsmodaliteiten*

**Art. 5. § 1.** De aanvrager die de financiële incentive wenst aan te vragen, moet zijn aanvraag aan de Dienst richten op de wijze en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

De Dienst bericht ontvangst van de aanvraag en gaat na of ze volledig en ontvankelijk is op basis van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 2 tot 4. De Dienst onderzoekt de dossiers voor het selectiecomité en geeft hem een technisch advies voor elke aanvraag.

§ 2. Het selectiecomité bedoeld in artikel 7 onderzoekt de aanvragen op basis van de selectiecriteria bedoeld in artikel 6 en legt een gemotiveerd indelingsvoorstel aan de Regering over volgens de modaliteiten die zij bepaalt. De Regering beslist over de toekenning of de verwerping van de aanvragen op grond van het voorstel van het selectiecomité. De Dienst geeft de betrokken aanvragers kennis van de beslissing tot toekenning of weigering.

§ 3. De Regering bepaalt de inhoud van de aanvragen om financiële incentives, alsook de procedures en modaliteiten inzake de ontvangst, het volledige karakter en de ontvankelijkheid ervan. Zij bepaalt de procedurele modaliteiten betreffende het beheer en de behandeling van de aanvragen door de Dienst en het selectiecomité, alsook de beslissings- en kennisgevingsmodaliteiten. Zij bepaalt de termijnen voor elke fase van de procedure.

**Art. 6.** De dossiers worden geselecteerd op basis van de volgende criteria :

1° voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, de beroepservaring of -vaardigheid, beoordeeld o.a. op basis van de bedrijfsresultaten van de twee vorige jaren; voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, de toepasselijkheid van de opleiding t.o.v. het overwogen beroepsproject en van het potentieel van betrokken bedrijfssector; voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, zesde lid, de antwoorden gebracht om in te spelen op de motieven van het einde van de activiteit van zelfstandige als hoofdbezigheid;

2° de uitvoerbaarheid van het project en het onmiddellijk operationele karakter ervan, beoordeeld o.a. op basis van afdoende financiële elementen en van een evaluatie van de sociaal-economische omgeving van het project;

3° het bestaan van een potentiële markt waardoor het project uitvoerbaar is;

4° de mogelijke ontwikkeling van de overwogen activiteit;

5° de adequatie van de activiteiten met de gewestelijke beleidslijnen die door de Regering uitgestippeld worden, met name wat de schaarse of opkomende beroepen betreft.

Onder de selecteerde dossiers wordt de voorrang gegeven aan de sectoren of doelgroepen die de Regering krachtens artikel 3, vierde lid, prioritair acht.

De hierboven opgesomde selectiecriteria kunnen nader bepaald worden door de Regering.

**Art. 7. § 1.** Het selectiecomité bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling, die het voorzitterschap waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de Dienst, die het secretariaat waarneemt;

3° een vertegenwoordiger van het « Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises » (Waals instituut voor alternerende opleiding zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

4° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek, Departement Werk en Beroepsopleiding;

5° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologiën, Departement Begroting en Boekhouding;

6° één vertegenwoordiger van het « Agence de Stimulation économique » (Agentschap Economische Stimulering);

7° twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de ondernemingen en zelfstandigen.

§ 2. De leden worden door de Regering voor een hernieuwbare duur van vijf jaar aangewezen en, wat betreft de leden bedoeld in 2° tot 7°, op de voordracht van de instellingen die zij vertegenwoordigen.

Het selectiecomité kan een beroep doen op één of meer externe deskundigen met een nuttige ervaring inzake de behandeling van de dossiers.

§ 3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de werking van het selectiecomité en keurt zijn huishoudelijk reglement goed.

*Afdeling 4. — Uitbetaling van de financiële incentive*

**Art. 8. § 1.** De Regering bepaalt de procedurele modaliteiten voor de uitbetaling, de storting van de financiële incentive, alsook voor de controle op het gebruik ervan.

§ 2. In geval van beslissing tot toekenning van de financiële incentive, mag het bedrag ervan niet hoger zijn dan 12.500 euro.

De financiële incentive wordt over een periode van maximum twee jaar op degressieve wijze en halfjaarlijks uitbetaald met inachtneming van de voorwaarden die in de §§ 3 tot 5 vastliggen.

§ 3. Na de forfaitaire storting van de eerste schijf van 4.200 euro moet de begunstigde die de tweede schijf van 3.600 euro voor het tweede semester wenst aan te vragen binnen de door de Regering bepaalde termijn volgende stukken aan de Dienst richten :

1° het bewijs dat hij in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers aangesloten is en dat hij zijn bijdragen betaald heeft sinds drie maanden na de beslissing tot toekenning van de Regering bedoeld in artikel 5, § 2;

2° een verklaring op erewoord, waarvan de vorm en de inhoud door de Regering bepaald worden, waaruit minstens blijkt dat :

- hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, c) en d), of 2°, c), en tweede en vierde lid;

- hij niet verkeert in één van de gevallen bedoeld in artikel 4;

- zijn jaarinkomens uit de activiteit van zelfstandige niet hoger zijn dan het door de Regering bepaalde bedrag.

Na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde stukken binnen de door de Regering bepaalde termijn, stort de Dienst, na onderzoek van de stukken, de tweede schijf van de financiële incentive. Als hij de stukken niet ontvangen heeft, wordt de tweede schijf van de financiële incentive niet uitbetaald.

§ 4. De begunstigde die de derde schijf van 2.700 euro wenst aan te vragen, moet binnen de door de Regering bepaalde termijn een rapport overleggen waaruit blijkt dat :

- hij in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit nog steeds aangesloten is bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers en de bijdragen betaalt;

- de beroepsactiviteit zich verwezenlijkt heeft en zich effectief ontwikkelt; voor de begunstigten bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, moet die ontwikkeling overeenkomen met een effectieve verhoging van het omzetcijfer die volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten bepaald wordt;

- en de inkomens van de zelfstandige een financiële tegemoetkoming van de overheid nodig hebben.

Dat rapport bevat op zijn minst ook :

1° het bewijs dat hij in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers aangesloten is en dat hij zijn bijdragen betaald heeft sinds drie maanden na de beslissing tot toekenning van de Regering bedoeld in artikel 5, § 2, en elk door de Regering nader bepaald nuttig stuk waaruit blijkt dat de begunstigde voldoet aan de sociale, fiscale en handelswetgevingen en -regelgevingen die op hem toepasselijk zijn;

2° de omschrijving van de inhoud en van de ontwikkeling van de activiteit zoals verwezenlijkt sinds de beslissing tot toekenning bedoeld in artikel 5, § 2;

3° de boekhoudkundige situatie betreffende de activiteit uitgeoefend in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit.

De inhoud en de modaliteiten van het rapport kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde stukken binnen de door de Regering bepaalde termijn, gaat de Dienst na of alle in § 4 gestelde voorwaarden vervuld zijn. Indien zulks het geval is, wordt het rapport positief beoordeeld door de Dienst. In het tegenovergestelde geval wordt het negatief beoordeeld door de Dienst.

Indien het rapport positief beoordeeld wordt, stort de Dienst de derde schijf van de financiële incentive.

Als hij de stukken niet ontvangen heeft, wordt de derde schijf van de financiële incentive niet uitbetaald.

Als het rapport negatief beoordeeld wordt, richt de Dienst het dossier aan het selectiecomité, dat een gemotiveerd advies uitbrengt over de toekenning of de weigering tot storting van de derde schijf van de financiële incentive. Op basis van het eensluidend advies van het selectiecomité stort de Dienst al dan niet de derde schijf van de financiële incentive.

§ 5. De begunstigde die de vierde schijf van 2.000 euro wenst aan te vragen, moet binnen de door de Regering bepaalde termijn het in § 4, eerste lid, bedoelde rapport aan de Dienst overleggen en er de bestanddelen van actualiseren.

Na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde stukken binnen de door de Regering bepaalde termijn, gaat de Dienst na of alle in § 4 gestelde voorwaarden vervuld zijn. Indien zulks het geval is, wordt het rapport positief beoordeeld. In het tegenovergestelde geval brengt de Dienst een negatieve beoordeling uit.

Indien het rapport positief beoordeeld wordt, stort de Dienst de vierde schijf van de financiële incentive.

Als hij de stukken niet ontvangen heeft, wordt de vierde schijf van de financiële incentive niet uitbetaald.

Als het rapport negatief beoordeeld wordt, richt de Dienst het dossier aan het selectiecomité, dat een gemotiveerd advies uitbrengt over de toekenning of de weigering tot storting van de derde schijf van de financiële incentive. Op basis van het eensluidend advies van het selectiecomité stort de Dienst al dan niet de vierde schijf van de financiële incentive.

De vierde schijf van de financiële incentive kan toegekend worden voor zover de begunstigde de in § 4 bedoelde derde schijf heeft aangevraagd en verkregen.

§ 6. De Dienst is het orgaan dat belast is met de uitbetaling, de budgettaire opvolging en de terugvordering van de niet-verschuldigde stortingen.

De bedragen van de schijven, alsook het globale bedrag van de financiële incentive, kunnen door de Regering geïndexeerd worden op basis van de consumptieprijzenindex maar die indexering mag niet hoger zijn dan de groeivoet van het begrotingskrediet van het lopende jaar betreffende de incentive bedoeld in artikel 2.

§ 7. De Dienst maakt een boordtabel van de beslissingen die voor de verschillende aanvragen om financiële incentives genomen worden en legt die aan het selectiecomité over. Het selectiecomité kan de Dienst op basis van dat rapport advies geven i.v.m. de uitvoering en de opvolging van het stelsel.

#### *Afdeling 5. — Straffen*

**Art. 9.** Onverminderd artikel 8, §§ 4 en 5, bepaalt de Regering de procedurele modaliteiten betreffende de weigering tot uitvoering van de storting(en) van de financiële incentive en tot terugbetaling van het geheel of van een gedeelte ervan en van de desbetreffende kosten wanneer de begunstigde :

1° zich in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit niet bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers aangesloten heeft binnen drie maanden na de beslissing tot toekenning van de Regering bedoeld in artikel 5, § 2;

2° in aanmerking blijft komen voor beroepsinkomens, werkloosheidsuitkeringen, wachttuitkeringen, leefloon, vervangingsinkomens of financiële sociale hulp na de beslissing tot toekenning van de Regering bedoeld in artikel 5, § 2;

3° de Dienst niet op de hoogte heeft gebracht van de stopzetting van de activiteit van zelfstandige als hoofdactiviteit en gelijktijdig om een bijkomende schijf van de financiële incentive verzoekt;

4° vrijwillig onjuiste informatie aan de Dienst of aan het selectiecomité heeft verstrekt om de financiële incentive te verkrijgen;

5° in één van de gevallen bedoeld in artikel 4° verkeert.



**Art. 10.** De Regering voert ook controle op de toepassing van dit decreet, met name wat betreft de naleving van de de-minimissteun en de verplichting voor de begunstigde tot kennisgeving van elke tegemoetkoming ontvangen binnen een periode van drie jaar voorafgaand aan en volgend op de datum van toekenning van de financiële incentive.

De controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

#### HOOFDSTUK II. — *Steunverlening voor banencreatie via vormingssteun*

**Art. 11.** § 1. Artikel 5, § 3, eerste lid, tweede zin, van het decreet van 19 december 2002 betreffende cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007, 6 november 2008, 10 december 2009 en 22 juli 2010, wordt aangevuld als volgt :

« of, in het kader van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsomvang naar het statuut van zelfstandige als hoofdbezigheid, in een tegemoetkoming bij het uitwerken van een beroepsproject. »

§ 2. In artikel 5, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « In dat geval wordt het maximumaantal cheques beperkt tot » vervangen door de woorden : « Het maximumaantal cheques wordt voor het geheel van die individuele begeleidingsopleidingen beperkt tot ».

§ 3. In artikel 5, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « zes maanden » vervangen door de woorden « twaalf maanden ».

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** De Dienst evalueert de uitvoering van dit decreet om de drie jaar en deelt de resultaten aan de Regering mee. Dat evaluatierapport betreft o.a. de weerslag van de maatregel op de creatie van banen en op het feit of de duur van de voorafgaande ervaring van drie jaar waarin artikel 3, 1<sup>o</sup>, b), van dit decreet voorziet volstaat. De Regering wordt ertoe gemachtigd de criteria van het evaluatierapport te bepalen.

Tijdens de twee eerste jaren waarin het decreet ten uitvoer gelegd wordt, maakt de Dienst jaarlijks een evaluatie van de tenuitvoerlegging en geeft ze daarbij een bijzondere aandacht aan de opvolging van de begunstigden.

**Art. 13.** Dit decreet treedt in werking op de datum die door de Regering bepaald wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 oktober 2011.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

*Stukken van het Waals Parlement 457 (2011-2012), nrs. 1 en 5.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 26 oktober 2011.*

Bespreking.

Stemmingen.